sée aux termes de l'article 43 du Règlement. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Comme il n'y a pas unanimité, la motion ne peut pas être mise aux voix.

Une voix: Le gouvernement l'a également bloquée.

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME D'INITIATIVES LOCALES—LE REFUS DE DONNER DES RENSEIGNEMENTS AUX DÉPUTÉS—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, en vertu de l'article 43 du Règlement, je demande le consentement unanime de la Chambre pour proposer une motion se rapportant à une question d'une importance et d'une urgence extrêmes.

En effet, puisqu'il est de plus en plus difficile pour les députés d'obtenir des renseignements sur la manière dont les fonds publics ont été utilisés, et plus particulièrement en ce qui concerne l'exécution des projets en vertu du programme d'initiatives locales et que cela constitue une brèche à la suprématie du Parlement, je propose donc, appuyé par le député de Lotbinière (M. Fortin):

Qu'un comité spécial de la Chambre soit formé pour étudier les raisons qui motivent le gouvernement de refuser aux députés les renseignements utiles concernant l'usage des fonds publics suite à l'exécution des projets en vertu du programme des initiatives locales, et que ledit comité fasse rapport à la Chambre avec les recommandations utiles avant le 30 juin 1973.

M. l'Orateur: La Chambre a entendu la motion de l'honorable député. En vertu de l'article 43 du Règlement, cette motion requiert le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime; la motion ne peut donc être proposée.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES INTENTIONS DU CANADA POUR LA CONFÉRENCE DE LA CIPAN—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, étant donné que M. Needler dirige maintenant la très compétente délégation canadienne à la conférence de la Commission internationale des pêches de l'Atlantique du nord-ouest, à Copenhague, je voudrais proposer une motion en conformité de l'article 43 du Règlement. Puisque le Canada a obtenu à la conférence de 1972 de cette Commission que tous les États membres s'entendent pour respecter un système de contingents, et puisque, lors de la prochaine conférence qui débutera à Copenhague le 3 juin, la délégation canadienne présentera la position que le Canada devrait avoir le droit de récolter toutes les res-

Questions au Feuilleton

sources marines qu'il peut, compte tenu de ce contingent, je propose, avec l'appui du député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (M. Marshall):

Que la Chambre appuie la position de la délégation canadienne à la conférence de 1973 de la Commission internationale des pêches de l'Atlantique du nord-ouest et qu'elle appuiera en outre le recours à tout argument raisonnable par la délégation pour atteindre ses fins.

J'ai aussi donné avis de cette motion.

M. l'Orateur: La motion proposée par le député exige le consentement unanime de la Chambre aux termes de l'article 43 du Règlement. Y a-t-il unanimité?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas unanimité et la motion ne peut donc être mise en délibération.

● (1440)

M. Lundrigan: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Il s'agit ici d'une question extrêmement urgente. Je sais que j'abuse un peu ainsi de la bonne volonté de Votre Honneur, mais comme cette motion n'a pas été acceptée non plus, je me demande si le ministre ne pourrait pas, à l'appel des motions demain ou même aujourd'hui, se faire l'interprète de la Chambre et assurer de notre appui la délégation canadienne qui s'occupe d'une affaire vraiment urgente...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Lundrigan: ... c'est-à-dire que si la position prise par le Canada n'est pas approuvée, nos pêcheurs...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Que le député reprenne son siège. Il défend en ce moment une motion que la Chambre a rejetée.

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DES CORPORATIONS—LES FRAIS PUBLICITAIRES

Question n° 94—**M. Nystrom:**

1. Combien d'argent a dépensé le ministère de la Consommation et des Corporations pour la publicité et/ou l'information durant chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 et 1971-1972?

2. Quels sont les noms et adresses des entreprises et des particuliers à qui on a adjugé les contrats, combien a-t-on dépensé dans chaque cas et quel était l'objet de chaque contrat?

3. Quels contrats de publicité et/ou d'information a-t-on adjugés durant l'année financière actuelle, quels sont les noms et adresses des bénéficiaires, de quel montant s'agit-il dans chaque cas et quel est l'objet de chacun des contrats?

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations):